

Le DOCTEUR exerce dans le secteur conventionnel à tarifs opposables dit SECTEUR 1

« Votre médecin pratique des honoraires conformes aux tarifs de la sécurité sociale. Ces tarifs ne peuvent être dépassés, sauf en cas d'exigence exceptionnelle de votre part concernant l'horaire ou le lieu des actes pratiqués, ou en cas de non-respect du parcours de soins ».

« Seuls peuvent vous être facturés des frais correspondant à une prestation de soins rendue. Le paiement d'une prestation qui ne correspond pas directement à une prestation de soins ne peut pas vous être imposé ».

Remboursement par la sécurité sociale :

70% si parcours de soins coordonnés (90% en Alsace sauf régimes spéciaux)

30% hors parcours de soins coordonnés

100% si ALD (affection longue durée), maternité, CMU, ACS

Franchise forfaitaire : -2 €

Remboursement par les assureurs complémentaires :

Selon contrat

ACTES LES PLUS COURAMMENT PRATIQUÉS AU CABINET

Consultation non coordonnée
Consultation coordonnée
Consultation coordonnée >80 ans (+MOP 5 €)
Majoration adressage urgent sous 48h
Consultation complexe
Consultation très complexe
Avis ponctuel de consultant
Acte non remboursable (*fourchette de tarifs*)

Tarifs

26,50 €

31,50 €

36,50 €

+15 €

47,50 €

60 €

60 €

Un acte spécifique non remboursable par la sécurité sociale peut être réalisé en même temps qu'un acte remboursable (Art.117-1 Convention médicale 2024).

« Votre médecin doit obligatoirement vous informer avant de réaliser un acte non remboursé par la sécurité sociale. En outre, dès lors que les dépassements d'honoraires des actes et prestations facturés atteignent 70 €, votre professionnel doit vous en informer par écrit, préalablement à la réalisation de la prestation ».

ACTES TECHNIQUES LES PLUS COURAMMENT PRATIQUÉS

Votre médecin est à votre disposition pour vous apporter toute information sur les tarifs des prestations pratiquées, préalablement à la réalisation d'actes médicaux pratiqués à distance ou de visites à domicile, ainsi qu'aux conditions de leur prise en charge et de dispense éventuelle d'avance des frais.